



UNION DEPARTEMENTALE C.G.T. DE LA SARTHE

4, RUE D'ARCOLE – 72000 LE MANS
TEL. 02.43.14.19.19. – FAX. 02.43.14.19.00
e-mail : ud-cgt72@wanadoo.fr



Crise sanitaire et crise sociale :

**Ce n'est pas aux salarié-e-s et retraité-e-s d'en faire les frais,
POUR DEFENDRE L'EMPLOI IMPOSONS UN
VERITABLE PLAN DE RUPTURE !**

**TOUTES ET TOUS EN GREVE LE
JEUDI 17 SEPTEMBRE 2020**

Rassemblement à 10H00

devant le Palais des Congrès et de la Culture du Mans

La période que nous traversons est historique et anxiogène pour la population. La crise sanitaire se poursuit modifiant durablement notre mode de vie. La généralisation du port du masque, dans les entreprises, lieux publics et à l'école, s'accompagne d'un refus, de la part du gouvernement, de les remettre gratuitement. Cette décision politique irresponsable va considérablement dégrader notre pouvoir d'achat et va frapper encore plus durement les plus démunis.

Macron jurait il y a quelques temps qu'il tirerait les enseignements de cette crise sanitaire et a hypocritement fait des louanges aux « premiers de corvées ». Les personnels de santé, les caissières, les femmes de ménages, les aides à domicile, les personnels des services publics ont permis au pays de continuer à fonctionner au détriment de leur santé pendant la période de confinement. Dans un cynisme qu'on lui connaît, il a été jusqu'à dire que le « jour d'après ne serait plus comme celui d'avant ».

Et qu'en est-il aujourd'hui ?

En fait, rien n'a changé, pire ce gouvernement des riches dilapide l'argent public à coup de dizaines de milliards pour aider les entreprises, sans aucun contrôle ni contrepartie.

C'est proprement scandaleux, d'autant que ces aides se sont accompagnées d'un refus d'interdire le versement de dividendes aux actionnaires pour 2020 et d'une remise en cause de notre code du travail. Les accords dits de « performance », sont de véritables arsenaux pour permettre aux employeurs de pratiquer un chantage éhonté visant à abaisser les droits sociaux des salarié-e-s, sous couvert de préservation de l'emploi.

A cela s'ajoute le refus de revenir sur la réforme de l'assurance chômage alors qu'aujourd'hui, seul un privé d'emploi sur deux est indemnisé.

Le gouvernement ressort le dossier « retraites » malgré une mobilisation historique.

Le 1er ministre vient en effet de charger le Conseil d'Orientation des Retraites d'un nouveau rapport à rendre fin septembre, avec la volonté de faire des économies en jouant sur le niveau des pensions avec à la clef, le retour de l'âge pivot et l'accélération d'un régime de retraite à deux voire trois étages pour toutes et tous (base réduite, complémentaire et surcomplémentaire en capitalisation).

Quant aux retraité-e-s, selon le gouvernement ils devraient contribuer à l'effort « de guerre sanitaire » en acceptant de baisser temporairement le niveau de leur pension au nom de la solidarité. De qui se moque-t-on ?



Pour la CGT d'autres solutions sont possibles, Imposons-les par la grève le 17 septembre 2020 !



Il est grand temps de tourner le dos aux vieilles recettes du passé. Si le patronat dispose d'un atout important avec un gouvernement qui sert ses intérêts, les salarié-e-s eux, doivent compter sur leur nombre et leur capacité à s'organiser. La période de confinement a démontré que seuls les salarié-e-s créent les richesses du pays et qu'un arrêt de leur part paralyse l'économie.

Oui des solutions existent et ce n'est pas aux salarié-e-s de faire les frais de la crise économique. La CGT propose :



- D'augmenter les salaires, pensions et minimas sociaux, éléments indispensables à la reprise de la consommation, donc de la croissance économique.
- D'interdire les licenciements avec l'utilisation du chômage partiel rémunéré à 100%, le temps que l'activité reparte à la hausse.
- De conditionner et contrôler les aides publiques aux politiques d'emplois, sociales et environnementales des entreprises.
- Retrait définitif de la réforme des retraites par points.
- Annulation de la réforme de l'assurance chômage.
- De réduire le temps de travail à 32H00 sans perte de salaire.

Cette dernière proposition va dans le sens de l'histoire et est de plus en plus reprise par d'autres. Il en est ainsi avec le syndicat Allemand IG Metall (2,3 millions d'adhérents), qui vient de décider de revendiquer la semaine de 4 jours. Ajoutons aussi la Finlande où la Première ministre a annoncé vouloir réduire le temps de travail hebdomadaire à 6 heures par jour, quatre jours par semaine.

Au fond, toutes ces mesures réalistes ne trouveront une issue positive qu'avec une mobilisation massive des salarié-e-s, retraité-e-s et privé-e-s d'emploi. Partout, dans les entreprises et les services, les cahiers revendicatifs doivent se construire. Partout doivent s'organiser des Assemblées Générales des salarié-e-s pour décider des modalités de l'entrée dans l'action le 17 septembre afin d'avoir une rentrée combative.

